

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

cours des choses. Même en jetant une centaine de millions par-ci et un milliard par-là le gouvernement n'a pu régler le problème; au contraire, il l'a aggravé en puisant à même l'argent des contribuables, accélérant encore de ce fait la montée de la spirale inflationniste, la hausse des taux d'intérêt et celle du taux de chômage.

Voyons ce que pense un autre aspirant à la direction de son parti, le ministre d'État chargé du Développement économique et régional (M. Johnston). Son livre *Fiscalamity* comporte à la page 5 la dédicace suivante:

● (1600)

Je dédie ce livre à tous les Canadiens qui pensent comme moi que grâce à ses beautés naturelles, à ses ressources, à ses habitants et à son patrimoine juridico-politique, le Canada pourrait être un pays aux perspectives inégalées et une source de bonheur si ce n'était des impôts trop lourds, de la bureaucratie trop tâtilonne, d'un gouvernement trop accaparant, du bien-être social trop coûteux, des politiciens trop nombreux et des hommes d'État trop rares.

Tant de critiques nous poussent à nous demander qui gouverne le Canada depuis 1963? Quel est le parti au pouvoir?

**M. Nystrom:** Les libéraux et les conservateurs.

**M. Crouse:** Les conservateurs, en effet, pendant un laps de temps très court. Nous sommes restés neuf mois au pouvoir. Mais notre parti n'aurait jamais pu créer le gâchis que les libéraux ont provoqué depuis 1963. Ces critiques sont le fait de libéraux dont certains aspirent à diriger leur parti; elles ne viennent pas des conservateurs. C'est la farce du siècle, cette critique du gouvernement et de son fiasco économique. Pourtant, ce ministre a approuvé la vente de Canadair.

Et que dire du dauphin, John Turner?

**M. Evans:** Allons donc!

**M. Crouse:** On me dit «allons donc!». Je serai aussi juste que possible.

**M. Turner:** Parlez-vous de moi?

**M. Crouse:** Je ne parle pas de Charlie, monsieur le Président, mais de John. Je m'inspire uniquement de ce que les journaux ont publié à la une ces jours derniers. John Turner n'a pas promis de miracles s'il est élu premier ministre. En réalité, il n'avait aucune réponse à donner aux journalistes et n'a fait que signaler que toute proportion gardée, notre déficit est supérieur de moitié à celui des États-Unis. Quand on lui a demandé qui aurait à souffrir de sa réduction, tout ce qu'il a trouvé à répondre c'est que cela se ferait aux dépens de certains contribuables. Déclaration profonde s'il en est! J'ai regardé l'entrevue avec Barbara Frum sur le réseau anglais de Radio-Canada; à la fin, exaspérée, l'intervieweuse lui a lancé: «M. Turner, vous nous retournez nos questions. Pendant votre retraite vous avez eu beaucoup de temps pour réfléchir à ces problèmes. L'économie ne tourne pas rond depuis un certain temps. Vous demandez aux Canadiens de vous faire confiance. Ne devriez-vous par leur donner certaines réponses pour justifier cette confiance?» L'intéressé a répondu en restant aussi vague qu'aparavant.

Par votre intermédiaire, monsieur le Président, je dis aux membres du parti libéral que les Canadiens ne sauraient se contenter de si peu. Étant député depuis longtemps, je me souviens très bien des années «Turner» et des répercussions de sa politique budgétaire. Par exemple, le taux d'inflation était

de 4.9 p. 100 en janvier 1972. Dès septembre 1975, il atteignait 10.6 p. 100, soit plus du double. Pendant la même période, le taux de chômage a augmenté de 26.9 p. 100, passant de 6.3 p. 100 à 10.6 p. 100. Quand le même homme s'est vu demander s'il avait des divergences avec M. Trudeau au sujet de la politique, il a répondu que cela resterait entre eux de toute manière. Il se refusait à ressusciter le passé, voulant ne s'occuper que de l'avenir. A mon avis, M. Turner a quitté le Parlement parce qu'il n'avait pas réussi à mener à bien les tâches qui lui avaient été confiées. Il est possible que lui et le parti libéral souhaitent oublier le passé pour ne s'intéresser qu'à l'avenir, mais tout le monde peut constater facilement le résultat de la politique du gouvernement et l'incompétence dont il a fait preuve dans la gestion de notre économie. Tous les Canadiens s'en souviendront au moment des prochaines élections fédérales, et je suis persuadé qu'il rendront un verdict honnête et juste sur le parti libéral et la façon dont il a dirigé le pays depuis qu'il est au pouvoir.

Je dis au parti libéral qu'il est temps d'arrêter les dégâts. Il faut déclencher des élections fédérales le plus tôt possible pour permettre aux citoyens de se prononcer sur les grandes questions en déposant leur bulletin dans l'urne.

J'ai déjà dit, monsieur le Président, que ce projet de loi impose une très lourde responsabilité aux députés de l'opposition. En effet, les dépenses et les emprunts excessifs du gouvernement font grimper les taux d'intérêt lentement mais sûrement. Les pressions ne semblent pas vouloir s'atténuer, en dépit des rêves fous du ministre des Finances. La semaine dernière, le taux d'intérêt des bons du Trésor arrivant à échéance au bout d'un an a encore augmenté. Toute la dette fédérale nette actuelle devra être renégociée dans environ deux ans et demi. A cause de l'augmentation de la semaine dernière, le service de notre dette de 150 milliards nous coûtera 750 millions de dollars supplémentaires. L'ampleur de cette augmentation bouleverse complètement tous les calculs effectués par le ministre des Finances dans son budget.

Un autre facteur important, c'est que ce projet de loi passe totalement sous silence la question des emprunts effectués par les sociétés de la Couronne et des garanties accordées par le gouvernement du Canada sur le marché libre pour des sociétés privées. Toutes ces incertitudes se répercutent sur la valeur du dollar canadien qui fluctue ces temps-ci comme un yo-yo. Le grand responsable de cette situation est sans aucun doute le ministre des Finances qui a déclaré publiquement que la baisse du pouvoir d'achat de notre dollar ne l'empêchait pas de dormir. Sur ce point, il a une nette divergence de vues avec le gouverneur de la Banque du Canada, lequel a affirmé que l'inflation reprendrait presque immédiatement si l'on laissait le dollar s'affaiblir davantage. M. Bouey a expliqué la semaine dernière qu'il avait été obligé de relever les taux d'intérêt pour poursuivre la lutte contre l'inflation, et il a laissé entendre qu'il démissionnerait comme gouverneur de la banque centrale du Canada si le gouvernement changeait de politique et laissait le dollar s'affaiblir encore afin de faciliter l'exportation des produits canadiens. Comment s'étonner que notre dollar soit retombé à un peu plus de 78c. américains, alors que les financiers internationaux constatent que nos deux principaux acteurs dans le monde des finances s'affrontent ouvertement à la une des journaux?